

QUELLE SUITE APRÈS L'ACCORD DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE SUR LES **SUBVENTIONS** À LA PÊCHE ?

WHAT'S NEXT AFTER
THE WORLD TRADE
ORGANIZATION'S AGREEMENT
ON **FISHERIES SUBSIDIES**?



TRIBUNE DE RÉMI PARMENTIER

Co-Directeur du Groupe Varda et fervent défenseur de l'environnement, Rémi Parmentier est observateur à l'Organisation mondiale du commerce depuis 1999.

La Conférence des Nations Unies sur l'Océan, qui s'est tenue à Lisbonne fin juin 2022 pour examiner les progrès et les lacunes dans la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable pour l'Océan (ODD14), a commencé sur une note positive. La conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vient juste d'annoncer l'adoption de l'accord tant attendu sur les subventions à la pêche, que l'ODD14 avait chargé l'OMC de mettre en place d'ici 2020.

Cet accord met fin à la plus longue guerre d'usure de l'histoire de cette organisation. La suppression des subventions à la pêche contribuant à la surpêche, à la surcapacité et à la pêche « INN » (illégal, non déclarée et non réglementée) – représentant au total environ 22 milliards de dollars par an dans le monde – est à l'ordre du jour de l'OMC depuis 2001, lorsque l'organisation se réunit peu après les attentats du World Trade Center. Mais ce n'est que lorsque l'Assemblée générale des Nations unies adopte les Objectifs de Développement Durable en 2015 que l'OMC commence à sentir l'importance du sujet et à prendre ses responsabilités plus au sérieux. À partir de ce moment, il faudra encore sept autres années avant que les gouvernements ne trouvent suffisamment de points d'entente pour conclure un accord.

La fin des subventions néfastes à la pêche est à la croisée des chemins, là où les préoccupations environnementales et sociales se rencontrent. Selon des recherches menées par l'Université de Colombie-Britannique, quelque 80 à 90 % de toutes les subventions à la pêche profitent aux grandes flottes industrielles au détriment des petits pêcheurs artisanaux qui ne sont pas en mesure de rivaliser. En conséquence, les moyens de subsistance de millions de personnes sont menacés dans les communautés côtières du monde entier.

L'argent des contribuables dépensé en subventions néfastes à la pêche pourrait être mieux utilisé pour soutenir l'ensemble des objectifs de l'ODD14 et permettre une véritable protection de l'Océan : accroître la durabilité des pêches, notamment en garantissant l'accès des petits pêcheurs aux ressources et aux marchés ; protéger et restaurer les écosystèmes marins ; éliminer la pollution marine ; désigner et gérer les zones côtières et marines protégées.

Selon les termes du nouvel accord de l'OMC :

- Les membres ne peuvent pas accorder ou maintenir des subventions aux navires et aux opérateurs qui se livrent à des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée (article 3).
- Ils ne peuvent pas accorder ou maintenir des subventions pour la pêche ou les activités liées à la pêche qui affectent un stock surexploité (article 4).

► Rémi Parmentier à la conférence ministérielle de l'OMC. Rémi Parmentier at the WTO Ministerial conference.



FOOD FOR THOUGHT BY RÉMI PARMENTIER

Co-Director of the Varda Group and fervent environmental advocate, Rémi Parmentier has been an observer at the World Trade Organization since 1999.

The UN Ocean Conference in Lisbon, which took place at the end of June 2022 to review progress and gaps in the implementation of the Sustainable Development Goal for the Ocean (known as SDG14), began on a high note. The Ministerial Conference of the World Trade Organization (WTO) had just announced the adoption of the long awaited Agreement on Fisheries Subsidies, which SDG14 had mandated the WTO to do by 2020.

This agreement is putting an end to the longest war of attrition in the history of the trade body. Ending fisheries subsidies contributing to overfishing and overcapacity and to “IUU” (illegal, unreported and unregulated) fishing (in total, approximately USD 22 billion each year worldwide) has been on the WTO agenda since 2001 when the organization met in the wake of the World Trade Center attack. But it was not until the UN General Assembly adopted the Sustainable Development Goals in 2015 that the WTO started to feel the heat and to take its responsibility more seriously. But even then, another seven years went by before governments found enough common ground to reach a deal.

Ending harmful fisheries subsidies is at the crossroads where environmental and social concerns meet. According to research by the University of British Columbia, some 80-90% of all fisheries subsidies benefit large industrial fleets to the detriment of small-scale artisanal fishers which are unable to compete. As a result, the livelihoods of millions of people are at risk in coastal communities around the world.

Taxpayers' money spent on harmful fisheries subsidies could be better channelled in support of the full range of SDG14 targets that would lead to genuine ocean protection: to increase the sustainability of fisheries including securing access to resources and markets for small-scale fishers; to protect and restore marine ecosystems; to eliminate marine pollution; and to designate and manage coastal and marine protected areas.



- Ils ne peuvent pas accorder ou maintenir des subventions pour la pêche ou les activités liées à la pêche en haute mer en dehors de la compétence d'une organisation régionale habilitée en matière de gestion de la pêche, et ils doivent faire preuve de prudence et de retenue lorsqu'ils envisagent d'accorder une subvention concernant des stocks de poissons dont l'état est inconnu (article 5).
- Ils sont tenus de renforcer et d'améliorer la transparence et la notification des subventions à la pêche (article 8).
- Un Comité des pêches de l'OMC sera créé et se réunira au moins deux fois par an pour examiner et améliorer la mise en œuvre de l'accord (article 9).

Au final, il aura fallu 21 ans pour conclure le premier accord de l'OMC portant sur une question environnementale. L'accord n'est pas parfait, loin s'en faut. Certains commentateurs ont regretté l'absence d'obligations spécifiques visant à éliminer les subventions aux carburants, qui soutiennent indirectement des opérations et des pratiques de pêche gourmandes en carburant, par ailleurs peu rentables sans aides publiques, comme la pêche en haute mer et en eaux lointaines et le chalutage de fond en eaux profondes (considéré comme la méthode de pêche la plus destructrice, prélevant un lourd tribut sur les écosystèmes marins). Toutefois, dans le contexte de crise énergétique actuelle provoquée par la guerre en Ukraine, les gouvernements qui viennent d'augmenter les abattements fiscaux et les subventions en faveur de la consommation de carburant n'agiront certainement pas différemment pour le secteur de la pêche. Si le climat géopolitique général le permet au moment de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC (probablement en mars 2023), ou lorsque le Comité des pêches de l'OMC commencera ses travaux, le nouvel accord pourra sans doute être amélioré et complété. En attendant, tous les regards se tournent vers les membres de l'OMC pour qu'ils accélèrent l'entrée en vigueur de l'accord, qui doit être ratifié par deux tiers des membres de l'organisation (109 pays).

Under the terms of the new WTO Agreement:

- Members cannot grant or maintain subsidies to ships and operators engaged in illegal, unreported and unregulated fishing activities (Article 3).
- They cannot grant or maintain subsidies for fishing or fishing-related activities affecting an overfished stock (Article 4).
- They cannot grant or maintain subsidies for fishing or fishing-related activities in the high seas outside the competence of a relevant Regional Fisheries Management Organization, and they must take special care and due restraint when considering granting a subsidy concerning fish stocks whose status is unknown (Article 5).
- They are required to strengthen and enhance transparency and notification of fisheries subsidies (Article 8).
- A WTO Committee on Fisheries will be created and meet at least twice a year to review and improve implementation of the Agreement (Article 9).

In the end, it took 21 years to conclude the first WTO agreement ever addressing an environmental issue. It's not perfect by any means. Some commentators have regretted the absence of specific obligations to eliminate fishing fuel subsidies, which are artificially sustaining otherwise uneconomic fuel-hungry fishing operations and practices such as high seas and distant waters fisheries and deep-sea bottom trawling (considered the most destructive fishing method taking a heavy toll on marine ecosystems). However, in the context of the current energy crisis brought on by the war on Ukraine, governments that had just increased tax rebates and subsidies for fuel consumption would not likely do the opposite for the fisheries sector. If the wider geopolitical climate allows at the time of the next WTO Ministerial Conference (probably in March 2023), or when the WTO Committee on Fisheries starts its work, opportunities will undoubtedly emerge to improve and complement the new agreement. And meanwhile, all eyes should be on WTO Members to expedite the entry into force of the agreement, which requires ratification by two thirds of the trade body's membership (109 countries).

Since the Rio Earth Summit of 1992 and the creation of the WTO one year later in 1993, there have been tensions between environmental and trade policies which can be summarized as follows: between trade and the environment, which should come first? Different governments give different answers, and even within governments different branches of government sometimes have contradictory responses. Unlike multilateral environmental agreements, multilateral trade rules are more enforceable, so some WTO members and NGOs are hoping that the adoption of the WTO Agreement on Fisheries Subsidies can open the door to other WTO Agreements to address other pressing environmental issues, such as plastic trade or subsidies to the fossil fuels sector which are hindering the transition to renewables.

In 2020, according to the International Monetary Fund (IMF), coal, oil, and natural gas received approximately USD 470 billion in explicit subsidies. Also in 2020, the International Renewable Energy Agency (IRENA) tracked some USD 634 billion in energy-sector subsidies, and they found that about 70% was going to fossil fuels. A group of Friends of Fossil Fuels Subsidies Reform made up of Costa Rica, Denmark, Ethiopia, Finland, the Netherlands, New Zealand, Norway, Sweden, Switzerland and Uruguay, has been formed at the WTO with the stated aim of building political consensus on the need for fossil fuels subsidies reform, which is in line with the Glasgow Climate Pact of November 2021.

On plastic trade as well, a group of WTO members launched the informal Dialogue on Plastics Pollution and Environmentally Sustainable Plastic Trade in November 2020, an initiative to explore how the WTO could contribute to efforts to reduce plastics pollution. These are certainly good developments... as long as the WTO does not take 21 years, as it did with fisheries subsidies, before achieving any effective result.

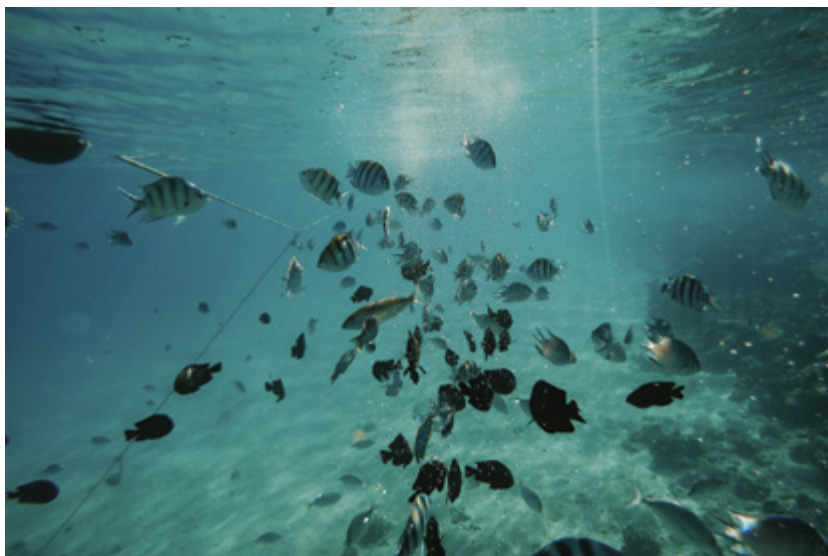
Depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992 et la création de l'OMC un an plus tard, en 1993, des tensions sont apparues entre les politiques environnementales et commerciales, que l'on peut résumer comme suit : entre le commerce et l'environnement, lequel doit être privilégié ? Chaque gouvernement a sa propre réponse, et au sein d'un même gouvernement, ses différentes branches peuvent parfois avoir des approches contradictoires. Contrairement aux accords multilatéraux sur l'environnement, les règles commerciales multilatérales sont plus faciles à appliquer. Certains membres de l'OMC et certaines ONG espèrent donc que l'adoption de l'accord de l'OMC sur les subventions à la pêche pourra ouvrir la voie à d'autres accords de l'OMC en faveur d'autres problématiques environnementales urgentes, comme le commerce des plastiques ou les subventions du secteur des combustibles fossiles qui entravent la transition vers les énergies renouvelables.

En 2020, selon le Fonds monétaire international (FMI), le charbon, le pétrole et le gaz naturel ont reçu environ 470 milliards de dollars de subventions explicites. Toujours en 2020, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a recensé quelque 634 milliards de dollars de subventions dans le secteur de l'énergie, et a constaté qu'environ 70 % de ces subventions étaient consacrés aux combustibles fossiles.

Le groupe des « Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles », composé du Costa Rica, du Danemark, de l'Éthiopie, de la Finlande, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la Suède, de la Suisse et de l'Uruguay, a été constitué à l'OMC dans le but déclaré d'établir un consensus politique sur la nécessité de réformer les subventions aux combustibles fossiles, ce qui serait conforme au pacte climatique de Glasgow de novembre 2021.

De même, en ce qui concerne le commerce des matières plastiques, un groupe de membres de l'OMC a lancé le « Dialogue informel sur la pollution par les matières plastiques et le commerce des matières plastiques écologiquement durable » en novembre 2020, une initiative visant à étudier comment l'OMC pourrait contribuer aux efforts de réduction de la pollution des plastiques.

Ce sont certainement des évolutions louables... à condition que l'OMC ne mette pas 21 ans, comme elle l'a fait avec les subventions à la pêche, avant d'obtenir un quelconque résultat effectif.



www.vardagroup.org

Twitter:
@RemiParmentier